

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle**

Activités connexes

Contrôle technique automobile

Formation des conducteurs)

ACCORD DU 13 NOVEMBRE 2006

RELATIF AU REPOS DOMINICAL

(SAVOIE)

NOR : *ASET0651331M*

IDCC : *1090*

Les organisations signataires,

Considérant que dans le cadre de l'organisation particulière du marché de l'automobile, la politique commerciale de chaque constructeur ou importateur comporte notamment l'organisation de journées nationales au cours desquelles les établissements de vente de véhicules sont ouverts au public ;

Considérant qu'en raison du changement des comportements des consommateurs, il n'apparaît plus nécessaire que ces journées aient lieu le dimanche ;

Considérant qu'il convient d'assurer le respect du repos dominical et la vie familiale des salariés ;

Soucieuses de préserver les intérêts légitimes des entreprises et des salariés qu'elles représentent et d'améliorer le service à la clientèle tout en garantissant le droit au repos du personnel qui y participe,

conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le département de la Savoie, les établissements ayant une activité de commerce et de mandat de vente de véhicules automobiles seront fermés au public pour l'activité de vente de véhicules neufs et d'occasion le dimanche, et aucun de leurs salariés n'y sera affecté à la vente de véhicules le dimanche.

Article 2

Il est convenu de maintenir la possibilité pour les entreprises définies à l'article 1^{er} de participer aux foires et salons autorisés et extérieurs à l'établissement, selon les modalités prévues à l'article R. 221-4-1 du code du travail.

Article 3

Le présent accord sera porté à la connaissance du personnel concerné par voie d'affichage ou par voie de messagerie électronique, pourvu que tout salarié concerné puisse en prendre effectivement connaissance. Il sera également cité dans la liste des accords qui doivent être portés à la connaissance de tout nouvel embauché en application de l'article L. 135-7 du code du travail.

Article 4

Les organisations soussignées demandent au préfet de la Savoie de prendre un arrêté permettant la mise en œuvre du présent accord dans l'ensemble du secteur professionnel défini à l'article 1^{er}. Le présent accord entrera en vigueur dès la publication de l'arrêté préfectoral pris pour son application.

Article 5

Le présent accord est à durée indéterminée.

Fait à Chambéry, le 13 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Conseil national des professions de l'automobile.

Syndicats de salariés :

Union départementale CGT-FO ;

Union départementale CGT ;

Union départementale CFDT ;

Union départementale CFE-CGC.